



DÉLIBÉRATIONS

Le 15 octobre 2024 à 15h34 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Katherine COEUFF, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Martine LELAIT, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET,

Étaient représentés :

Madame Zohra AMIMI ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR,
Monsieur Jean DE BEIR ayant donné pouvoir à Monsieur Jean-Pierre TRÉDET,
Madame MARCASSIN Marie-Françoise ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT,
Monsieur MAYER-ROSSIGNOL Nicolas ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE

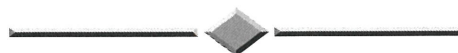
Étaient excusées :

Madame Béatrice BOCHET, Madame Amèle MANSOURI, Madame Mireille VACHE-PICAT

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 8 octobre 2024



DÉLIBÉRATIONS

7 DÉCISION MODIFICATIVE N°2 - BUDGET RESIDENCES AUTONOMIE

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente Décision Modificative n°2 de l'exercice 2024 a pour objet d'intégrer les résultats de fonctionnement et d'investissement de l'exercice 2023 et de réviser les prévisions budgétaires 2024 en fonction des dernières évolutions.

Les modifications proposées sont les suivantes :

Fonctionnement : 3 148 432 € soit +237 673 €

Recettes :

Chapitre 002 « Résultat d'exploitation reporté » : 1 507,85 € soit +1 507,85 €

- Reprise du résultat d'exploitation constaté au compte administratif 2023.

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 1 577 477 € soit -31 150 €

- Les taux d'occupation constatés au 1^{er} semestre sont inférieurs à ceux pris en compte lors du budget initial. La diminution de 4 % du taux global d'occupation des résidences a pour conséquence une diminution des recettes de 31,1 K€ par rapport au budget initial.

RPA	Taux d'occupation moyen 2023	Tx d'occupation prévu au BP 2024	Tx occupation constaté janv.- juin 24	Variation BP24 / DM2
Bonvoisin	95 %	96 %	95 %	-1 %
St Filleul	95 %	94 %	88 %	-6 %
Rose Des Sables	86 %	91 %	84 %	-7 %
Trianon	93 %	93 %	94 %	+1 %
TO moyen	92 %	94 %	90 %	-4 %

Pour la résidence St Filleul, des problématiques de travaux empêchent la relocation de 7 logements, pour certains depuis fin 2022. Un accord entre la SEMINOR et les services de la Ville a été trouvé seulement dernièrement. Ces logements vacants impactent directement le taux d'occupation de la résidence.

Concernant la résidence Rose des Sables, des absences dans l'équipe administrative, partiellement remplacées, ont pesé lourdement sur l'organisation du service et aboutissent à une baisse du taux d'occupation.

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 1 500 230,15 € soit +277 815,15 €

Ce chapitre comprend les évolutions suivantes :

- Afin de financer les nouvelles dépenses présentées ci-après (notamment les dépenses de personnel et de maintenance, et l'augmentation de la redevance de la résidence R.D.S.), il est proposé d'augmenter le niveau de la subvention du budget principal du C.C.A.S. au budget des résidences de 97,7 K€ par rapport au Budget Primitif 24. Cette augmentation se répartit comme suit :

DÉLIBÉRATIONS

Résidence	CA 2022	CA 2023	Montant subvention BP 2024	Proposition subvention DM 2	Evolution BP 24 / DM2
Bonvoisin	0 €	37 820 €	105 658 €	62 982 €	-40,39 %
St Filleul	167 943 €	107 991 €	178 628 €	130 494 €	-26,95 %
Rose des Sables	290 019 €	224 914 €	313 440 €	472 863 €	50,86 %
Trianon	144 823 €	95 024 €	121 952 €	151 018 €	23,83 %
Total	602 785 €	465 749 €	719 678 €	817 357 €	13,57 %

La subvention d'équilibre, variable d'ajustement des résidences, compense notamment la diminution du taux global d'occupation.

- La participation du Département au versement du Complément de Traitement Indiciaire (C.T.I.) au bénéfice des agents éligibles, est réévaluée selon son niveau 2023, et passe d'une prévision de 43,1 K€ au BP 24 à 77,7 K€ en DM2, soit une évolution de +34,6 K€.
- Le forfait autonomie versé par le Département aux résidences autonomie est revalorisé en 2024 et se fixe à hauteur de 98 843 €, soit une augmentation de 7,9 K€ par rapport à la somme prévue au BP.
- La diminution des taux d'occupation des résidences R.D.S. et St Filleul entraîne une diminution de la vente de repas aux résidents, évaluée à -21,2 K€ pour l'année.
- Les remboursements sur rémunérations provenant de l'assurance statutaire sont réévalués à 38,6 K€, soit +12,3 K€ en raison de l'absence constatée de personnels titulaires.

Chapitre 019 « Produits financiers et produits exceptionnels » : 0 € (inchangé)

Chapitre 019 « Recettes d'ordre » : 69 217 € soit -10 500 €

- L'amortissement des subventions d'équipement est revu à la baisse. Certaines subventions d'investissement pour petits équipement, attendues en 2023, ne seront versées qu'en 2024. Leur amortissement commencera à compter de l'exercice 2025.

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 1 021 025 € soit +19 285 €

- Ajustement des crédits dédiés aux énergies : +22,1 K€
- Inscription de crédits alloués aux traitements anti-punaises de lit à la résidence R.D.S. : +6,4 K€. L'inscription de crédits pour ce problème sanitaire représente 20 K€, la majeure partie ayant été financée par des crédits disponibles.
- Evolution règlementaire concernant le remboursement des frais de transport aux agents : +1,1 K€
- Frais de télécommunications (téléphone, internet) : +1,1 K€
- Achat des repas facturés aux résidents : -16,5 K€. Cette évolution est à mettre en lien avec la baisse des taux d'occupation.
- Divers achats et prestations : -1,4 K€

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 1 132 409 € soit +130 460 €

- Les honoraires prévus au budget primitif à hauteur de 28 K€ en vue de l'évaluation externe des résidences autonomie sont réévalués à 30,6 K€, soit +2,6 K€, selon le marché conclu pour l'audit des 4 résidences.

DÉLIBÉRATIONS

- Un montant complémentaire de 127,8 K€ est inscrit en dépenses de personnel et porte la prévision de masse salariale 2024 à 1,042 M€ :
 - Effets année pleine des revalorisations 2023 :
 - L'augmentation du point d'indice de 1,5 % au 1^{er} juillet 2023 s'applique en année pleine,
 - Revalorisation des bas salaires : jusqu'à 9 points d'indice supplémentaires au 1^{er} juillet 2023,
 - La prévoyance et la participation mutuelle sont passées en 2023 de 5 € à 15 € mensuels,
 - Le coût unitaire du ticket restaurant a augmenté de 7,5 € à 8 € au cours de l'année 2023,
 - Recrutements en cours d'année 2023 avec effet sur l'exercice 2024, et effet des remplacements (notamment sur la résidence R.D.S.),
 - Prise en charge des abonnements transport revue à la hausse.
 - Nouveautés règlementaires 2024
 - Attribution de 5 points d'indice nouveau majoré (I.N.M.) supplémentaire pour tous les agents titulaires et contractuels à compter du 1^{er} janvier 2024,
 - Le S.M.I.C. a augmenté de 1,13 % en janvier 2024 après une augmentation de 2,22% au 1^{er} mai. Cela influe également sur le niveau de la prime de rendement versée en novembre.

Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 776 098 € soit +87 928 €

- Selon l'estimation reçue de SEMINOR en début d'année pour la résidence St Filleul, la redevance annuelle évolue de 3,6 K€ et s'établit ainsi à 54,9 K€ annuels. Pour la résidence R.D.S., le montant trimestriel de la redevance augmente de 9 K€, soit une augmentation de +27 K€ sur 3 trimestres. Ces augmentations significatives s'expliquent par la hausse des taux d'intérêt du livret A sur lequel sont indexés les emprunts contractés par les bailleurs sociaux pour construire les résidences.
- Maintenance et entretien : +55,5 K€. Des travaux de peinture réalisés dans la résidence Trianon pour un montant de 25 K€, qui n'étaient pas prévus au BP, ont pour effet d'augmenter les frais de maintenance et d'entretien.
- Ajustement de -2 K€ concernant les crédits réservés pour opérations d'annulations de titres sur exercices antérieurs.

Chapitre 016 « dépenses d'ordre » : 218 900 € (inchangé)

- Dotations aux amortissements des immobilisations.

Investissement : 1 037 205,84 € soit +801 805,84 €

Recettes :

Chapitre 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » : 769 182,84€ soit +769 182,84€

- Report du résultat d'investissement pour 769 182,84 € :

DÉLIBÉRATIONS

Résidence	Montant
Bonvoisin	244 954.08
St Filleul	43 137.21
Rose des Sables	201 480.73
Trianon	279 610.82
Total	769 182.84

Chapitre 10 « Dotations, fonds divers et réserves » : 920 € soit +920 €

- Constatation de la compensation F.C.T.V.A. (Fonds de Compensation pour la T.V.A.) pour 2024.

Chapitre 13 « Subventions d'investissement » : 31 703 € soit +31 703 €

- Inscription des subventions d'équipement à la suite de la notification du Département de Seine-Maritime pour acquisition d'un véhicule et de petits équipements.

Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 16 500 € (inchangé)

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 218 900 € (inchangé)

- Amortissements du matériel immobilisé.

Dépenses :

Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 43 921 € soit +9 500 €

- Ajout de 8 K€ prudentiels au compte 165, qui retrace les remboursements de cautions, selon le réalisé 2023.

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 40 000 € soit + 40 000 €

- Inscription de 40 K€ prudentiels si les travaux d'acquisition d'un logiciel de gestion des résidences débutaient avant la fin d'année.

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 884 067,84 € soit +762 805,84 €

- L'excédent de la section d'investissement des résidences autonomie porté en recettes (avec des disparités selon les résidences) représente une source de financement conséquente qui permet aux résidences autonomie de financer des projets de travaux ou de rénovations, de faire l'acquisition de différents mobiliers ou de matériels professionnels de cuisine, de renouveler les matériels informatiques.

L'article R. 314-15 du C.A.S.F. prévoit que la section d'investissement soit présentée en équilibre.

Des besoins en travaux ont été identifiés :

- Rénovation complète des logements à leur libération pour relocation rapide, rénovations complètes de peintures dans les parties communes,
- Amélioration du coût énergétique des bâtiments (isolations et menuiseries), rénovation et mise en conformité électrique, amélioration des éclairages,

DÉLIBÉRATIONS

- Travaux d'accessibilité, dont l'accessibilité P.M.R.,
- Travaux de câblage informatique pour raccordement à la fibre et installation du Wifi dans les espaces communs,
- Travaux de plomberie, agencement des espaces de laverie.

Un programme d'investissement sera élaboré en 2025 afin de planifier les travaux sur une période pluriannuelle.

Chapitre 13 « Subventions d'investissement » (dépenses d'ordre) : 69 217 € soit -10 500 €

- Ajustement de l'amortissement des subventions d'investissement perçues sur les exercices antérieurs.

Ladite Décision Modificative n°2 est annexée au présent projet de délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article L. 1612-11 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Article L.315-15 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 20 octobre 2023 relative à l'adoption du Budget Primitif 2024 du budget des Résidences autonomie,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 22 mars 2024 relative à l'adoption de la Décision Modificative n°1 pour l'exercice 2024 du budget des Résidences autonomie,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 25 avril 2024 relative à l'approbation du Compte de Gestion 2023 du budget des résidences autonomie,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 25 avril 2024 relative à l'approbation du Compte Administratif 2023 du budget des résidences autonomie,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S de Rouen du 25 avril 2024 relative à l'approbation de l'affectation du résultat 2023 du budget des résidences autonomie,

CONSIDÉRANT les ajustements présentés ci-dessus,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, adopte la décision modificative n°2 pour l'exercice 2024, ainsi qu'il suit :

Fonctionnement :

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 3 148 432 € soit +237 673 €.

DÉLIBÉRATIONS

Recettes :

Chapitre 002 « Résultat d'exploitation reporté » : 1 507,85 € soit +1 507,85 €
 Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 1 577 477 € soit -31 150 €
 Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 1 500 230,15 € soit +277 815,15 €
 Chapitre 019 « Produits financiers et produits exceptionnels » : 0 € (inchangé)
 Chapitre 019 « Recettes d'ordre » : 69 217 € soit -10 500 €

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 1 021 025 € soit +19 285 €
 Chapitre 012 « Charges de personnel » : 1 132 409 € soit +130 460 €
 Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 776 098 € soit +87 928 €
 Chapitre 016 « dépenses d'ordre » : 218 900 € (inchangé)

Investissement :

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 1 037 205,84 € soit +801 805,84 €.

Recettes :

Chapitre 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » : 769 182,84€ soit +769 182,84 €
 Chapitre 10 « Dotations, fonds divers et réserves » : 920 € soit +920 €
 Chapitre 13 « Subventions d'investissement » : 31 703 € soit +31 703 €
 Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 16 500 € (inchangé)
 Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 218 900 € (inchangé)

Dépenses :

Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 43 921 € soit +9 500 €
 Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 40 000 € soit + 40 000 €
 Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 884 067,84 € soit +762 805,84 €
 Chapitre 13 « Subventions d'investissement » (dépenses d'ordre) : 69 217 € soit -10 500 €

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
 Pour le Président et par délégation



 Vanessa RAPITEAU
 Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.